

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band:	17 (1991)
Heft:	3
Artikel:	Discours sur la différenciation structurelle ou différenciation du discours sur les structures
Autor:	Levy, René
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-814874

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DISCOURS SUR LA DIFFÉRENCIATION STRUCTURELLE OU DIFFÉRENCIATION DU DISCOURS SUR LES STRUCTURES

René Levy

Université de Lausanne, Faculté des S.S.P.,
BFSH-2, 1015 Lausanne

1. Fin de la pudeur en sociologie de la religion ?

L'analyse présentée par M. Voll me paraît rafraîchissante en ce qu'elle ne s'encombre guère des complexes et des intérêts qui, me semble-t-il, hantent souvent les travaux de sociologie de la religion, notamment lorsqu'ils émanent de sociologues personnellement proches d'une église ou de la pratique religieuse. Le chercheur se voit toujours confronté à un double-bind entre distance et engagement, difficile à gérer : trop proche de son sujet, il risque d'en épouser les prescriptions et les interdits culturels, trop distant, il manque d'intuition et de sensibilité. Elias (1983) comme tant d'autres recommande de faire la navette mentale entre ces deux pôles – ce qui n'est pas sans supposer un détachement minimal. Faut-il en conclure que le sociologue doit s'abstenir d'étudier les phénomènes qu'il chérit ou déteste particulièrement ? J'ai tendance à le penser. Il n'est dès lors point étonnant que ce problème soit aigu dans le domaine de la religion, celle-ci étant, pour ceux qui y sont engagés ou qui s'en sont arrachés, un élément d'identité personnelle fondamental, non seulement fécond de réflexions, mais également constitutif de tâches aveugles. Le texte que j'ai à commenter me paraît largement libre d'avatars de ce genre – à moins de supposer que mes tâches aveugles ne soient identiques à celles de son auteur...

2. Le cadre théorique

L'auteur nous propose un cadre théorique assez vaste dans lequel situer sa problématique. En se référant à une théorie de différenciation structurelle et culturelle de la société tenant compte de trois niveaux de l'organisation sociale (micro – meso – macro), il dépeint un modèle «abstrairement descriptif» de l'évolution modernisatrice dans laquelle les sociétés actuelles sont engagées. Ce cadre conceptuel relativement vaste permet de traiter la problématique de la sécularisation de différentes manières en la laissant d'emblée apparaître comme

la résultante d'un *processus de différenciation structurelle*. Le cadre permet par ailleurs d'inclure la thèse de *l'individualisation progressive*, entrée en discussion sociologique plus récemment.

Si je me réfère à l'analyse que fait Tschannen (1991) du paradigme de la CISR (Conférence Internationale de Sociologie des Religions), je constate qu'il en priviliege l'aspect structurel, ce qui me paraît a priori pertinent.

Quatre remarques critiques à cet égard :

1. On pourrait souhaiter une articulation plus directe entre ce cadre théorique et la partie empirique. L'auteur déclare limiter son analyse au niveau individuel puisqu'il analyse des données d'enquête. Cela me semble trop restrictif. Sans se référer à la notion de différents niveaux de l'organisation sociale, il procède à une analyse comparée de trois types de contextes, distingués selon leur degré de modernité structurelle, mesuré par l'importance relative du secteur tertiaire. Ces types pourraient être considérés comme relevant d'une position intermédiaire concernant les trois niveaux mentionnés ; nous pourrions appeler cette dimension de l'ordre social celle de la «différenciation systémique». Une articulation théorique plus développée à ce sujet ne pourrait-elle pas être apte à ouvrir des pistes pour répondre à un problème que l'auteur se pose, à savoir l'impossibilité de faire la part, dans cette analyse comparée, entre l'aspect de la modernisation et celui de la différenciation centre-périphérie ?
2. J'ai personnellement un problème plus général avec l'énoncé théorique, tout en reconnaissant que celui-ci ne peut que rester sommaire dans une si brève communication. La référence qui est faite quelque peu globalement à une théorie de la différenciation ainsi que certaines des citations me paraissent indiquer une orientation néo-fonctionnaliste qui ne me satisfait pas. Elle tend ici à faire découler les phénomènes observés d'une tendance nécessaire, inhérente au système social : sa différenciation fonctionnelle (et structurelle) progressive. On maintient l'importance des aspects structurels de l'organisation sociale, mais les divergences d'intérêts liés à des questions de pouvoir, de légitimité, de priviléges et provoquant des conflits intervenant dans la dynamique des structures ne sont pas évoquées. L'auteur s'excuse d'un biais objectiviste et déterministe qui découlerait des choix méthodologiques sous-jacents à l'étude ; ce biais pourrait concerner les dynamiques qui se développent sur les plans meso- ou macrosocial, non visés par l'enquête. Toutefois, s'il devait justifier l'absence de théorisation en matière de conflits, cet argument ne me convaincrait pas. Dans cette logique il faudrait s'abstenir également de toute considération diachronique puisque les données, synchroniques, ne permettent pas d'en rendre compte – considération que l'auteur a cependant bien développée, et avec raison.

3. Un flou règne autour de la notion de différenciation à la fois quant aux changements qu'elle implique et quant à la période à laquelle on se réfère. En ce qui concerne la période, je postulerais qu'une différenciation fonctionnelle au sens large du terme, impliquant la genèse de nouveaux secteurs institutionnels, se développe dans la longue durée, en tous cas si l'on pense à la société suisse. L'individualisation structurelle dont il est question dans le débat sociologique récent ainsi que dans l'analyse de Voll me semble s'être développée plus récemment, durant les 20–30 dernières années. Je suppose qu'elle est davantage due à une transformation du système des inégalités sociales dans le sens d'une décrystallisation.
4. Par ailleurs, l'auteur nous dit qu'il ne s'agit pas de concevoir ce processus de différenciation dans un sens linéaire. Cependant, aucune non-linéarité n'est introduite, alors qu'il pourrait être intéressant de s'interroger sur l'éventualité de phénomènes cycliques dans ce domaine (voir entre autres les spéculations de Bornschier (1988)). Par exemple, l'émergence de mouvements religieux charismatiques suit-elle un cycle semblable à celui des autres mouvements sociaux et politiques ?¹

3. Les résultats

Les résultats sont présentés en deux temps, d'abord ceux qui sont liés à la participation, les opinions religieuses et leur possible conditionnement par des facteurs d'ordre structurel, ensuite ceux liés à leurs rapports avec les attitudes concernant d'autres champs de la vie sociale. Pour commencer, suivons ce découpage.

Les auteurs de l'enquête ont fait un effort considérable pour nuancer les informations recueillies quant aux pratiques et aux convictions religieuses. Cela ne réapparaît pas pleinement dans la présentation de Voll, mais ressort d'autres papiers issus du projet (Campiche 1991). Notamment, l'idée de sonder dans le détail les opinions concernant un certain nombre de «théologèmes» pour analyser la cohérence ou plutôt la conformité des convictions par rapport à la doctrine ecclésiale me paraît judicieuse. Voll constate que la religion, sous son double aspect des croyances personnelles et de la participation aux manifestations officielles, apparaît comme un phénomène marginalisé dans la société actuelle. C'est d'abord un résultat de recherche intéressant en soi, même s'il n'étonne pas vraiment. Voll cite trois effets qui témoignent de cette position marginale : la pratique religieuse se trouve encore le mieux représentée auprès

¹ La notion de cycles religieux apparaît par exemple chez Altermatt (1989, 63 ff.) concernant des phases successives de crises et renouvellements dans le catholicisme suisse.

des catégories professionnelles situées au bas de l'échelle sociale, auprès des personnes non intégrées à la vie économique (il s'agit surtout de retraités et d'une partie des femmes mariées) et dans les contextes les moins modernes du point de vue de leur structure socio-économique. En plus, l'âge est le facteur le plus fortement associé à la proximité à la religion. Sans pouvoir la confirmer nettement, ces éléments sont parfaitement compatibles avec la thèse de la sécularisation. A défaut d'être inédits, ils sont néanmoins à engranger parmi nos connaissances factuelles de la Suisse.

Secondairement, l'auteur relève un certain nombre de relations plus complexes qui font intervenir les différences entre contextes selon leur niveau de modernité. Etant donné le faible niveau des associations rapportées, je ne veux pas les reprendre dans le détail, sans pour autant mettre en question leur intérêt de principe.

Quant aux réflexions critiques que m'inspirent ces résultats, je me demande d'abord pourquoi on nous confronte immédiatement avec une série d'analyses de régressions multiples. Suite à l'introduction théorique très explicite, on pourrait envisager une démarche alternative consistant à formuler des hypothèses pointues et à les approfondir progressivement par l'analyse des données. La démarche choisie présente, certes, l'avantage de permettre au lecteur d'examiner lui-même des résultats présentés systématiquement ; cependant, le flair pour ce qu'expriment les données (et aussi pour leurs faiblesses) se développe moins bien si on leur applique rapidement des techniques d'analyse relativement abstraites.

D'ailleurs, du point de vue de leur importance, la présentation des résultats me paraît quelque peu inversée. Ce qui s'impose le plus est le fait que la mise en rapport d'un éventail considérable de variables avec les deux critères de religiosité produit un si faible degré d'explication statistique. Le deuxième résultat qui s'impose à moi est la prépondérance de l'âge par rapport aux autres coefficients. Les résultats plus complexes, par exemple ceux concernant la signification de l'intégration religieuse en cas de migration, sont tout à fait intéressants et méritent certainement une analyse plus approfondie, mais s'obtiennent sur des différences minimes dont la solidité statistique et la signification sociale paraît pour l'instant mince.

La comparaison de contextes différemment modernes me paraît être une des originalités de cette analyse. Transformer une thèse concernant l'évolution chronologique en une comparaison de contextes censés représenter des stades différents est une opération qui – à défaut d'être logiquement concluante – est en tous cas intéressante et théoriquement féconde si elle nous oblige à être explicites sur les mécanismes qui peuvent produire l'évolution en question.

C'est pour cela que j'aurais aimé la voir développée davantage, en reprenant la distinction entre modernisation et position structurelle, que celle-ci soit conceptualisée en termes de centre-périmétrie ou de stratification intercantonale. Certains travaux de Nef pourraient ici être d'un apport empirique et théorique intéressant. Plus près de l'opérationnalisation particulière, il faudrait envisager la possibilité que le degré de tertiarisation exprime la division du travail internationale plus qu'intra-nationale.

Permettez-moi encore une question très technique. Pas très familier avec les détails intimes de l'utilisation de variables dummy quand l'information de départ est structurée en plusieurs catégories qui forment un tout, comme c'est le cas de la profession, je me demande dans quelle mesure cette technique peut diminuer le poids apparent de la variable globale.

L'interprétation synoptique de l'auteur, selon laquelle les résultats résumés jusque là témoignent non seulement de l'amoindrissement de l'intégration religieuse dans la société post-industrielle, mais également de la différenciation augmentée de la religion, me laisse un peu sur ma faim. D'une part, elle ne va pas assez loin en ce qu'elle esquive la question de l'utilisation sociale de la «religion». La participation aux activités organisées par les églises était-elle «avant» autant religieuse qu'on semble le supposer, par exemple dans l'interprétation des corrélations, souvent confirmées par des études antérieures, entre la participation religieuse, d'autres formes de participation sociale, et le statut social élevé ? N'a-t-elle pas pu jouer un rôle de moyen de contrôle et de légitimation aux mains des privilégiés, rôle qui n'aurait pas grand-chose de religieux, mais relèverait plutôt d'une attitude pragmatique à l'égard de la religion qui n'aurait pas changé, mais qui, dans des circonstances de marginalisation accrue de la religion ou encore de structure plus urbaine ou péri-urbaine du contexte, tablerait simplement sur d'autres moyens qui promettent de mieux servir les mêmes objectifs ? N'oublions pas que l'ostentation légitimatrice n'existe pas que dans des contextes modernisés ou plus vastes, mais qu'elle y prend d'autres formes et utilise d'autres moyens de visibilité que dans des contextes plus restreints.²

D'autre part, l'interprétation proposée par l'affirmation de la „weitere Ausdifferenzierung der Religion“ me semble dépasser trop vite ce que les données analysées peuvent attester. En essayant de traduire cette expression quelque peu nébuleuse, on se rend compte qu'il n'est pas aisément de préciser sa signification. La référence globale à une théorie de la différenciation structurelle peut rassurer

2 Un constat historique d'Altermatt (1989, 66) me paraît à cet égard suggestif. Cet auteur rappelle qu'il serait erroné de croire à une diminution progressive de l'emprise religieuse sur la vie sociale depuis le Moyen Age ; il situe la période de l'emprise maximale, du moins en ce qui concerne l'église catholique, au milieu du 19e siècle.

certains sociologues de la religion pour qui les constats confirmant la thèse de la sécularisation constituent toujours une mise en cause existentielle. Je suis frappé, à tort ou à raison, que l'interprétation fonctionnaliste «serve» souvent à construire une alternative «permanentiste» à des interprétations en termes de perte ou disparition (on pourrait citer ici des débats analogues dans la sociologie de la famille pour ne mentionner qu'un exemple). C'est là le seul endroit dans le travail de Voll où je me demande si la pudeur invoquée au début a pu laisser une trace, cachée qu'elle serait dans la priorité rhétorique accordée à des résultats qui m'ont paru moins saillants que d'autres, aux implications plus critiques.

Quand à la deuxième partie de l'analyse, celle qui concerne les orientations subjectives envers d'autres champs sociaux que la religion, elle me paraît plus sommaire et moins transparente dans sa présentation. La dichotomie de Tönnies entre *Gemeinschaft* et *Gesellschaft* est ici la principale référence théorique, avec sa tonalité conservatrice dont l'auteur cherche à se démarquer sans toutefois recourir à d'autres théorisations. Notons au passage qu'on aurait pu se référer à Durkheim qui proposait la même typologie (solidarité mécanique ou organique), mais avec une connotation idéologique opposée. Il me paraît périlleux de supposer la réalité – présente ou passée – de ces types, comme si dans un village rural, «communautaire», il n'y a(vait) pas de décalages de pouvoir et d'écart en termes de centralité ou marginalité sociale, ni d'enjeux de légitimation, ni de stratification sociale, et que tout se passait par affinité et solidarité, alors que dans la sauvage *société*, les gens deviendraient des automates calculateurs d'intérêts féroces et sans pitié (p. 10 : „,gemeinschaftliche“, auf emotionaler Verbundenheit gestützte Beziehungen“, „,gesellschaftliche“, interessengeleitete Kriterien“). J'opposerais à cette vision théorique, et ne se-rait-ce que par souci d'envisager des interprétations alternatives, une autre – déjà signalée – pour laquelle la légitimation sociale des priviléges est plus aisée dans des contextes petits et relativement stables, comparés à des contextes plus vastes et complexes, en raison de l'importance plus grande des relations interpersonnelles. Dans pareil contexte, les structures objectives, productrices d'intérêts divergents, sont loin d'être absentes mais deviennent moins visibles, cachées derrière ces rapports (“human relations” ...). Une telle référence interprétative appellera la question de savoir si le caractère indubitablement communautaire de la pratique religieuse³ pourrait simplement la rendre plus utile – car plus efficace – aux besoins de légitimation dans un type de contexte comparé à un autre.

3 Qui d'ailleurs ne gomme aucunement la dimension organisationnelle et hiérarchique de l'organisation ecclésiale ni la dynamique de la distinction sociale par la recherche de l'excellence dans la pratique religieuse – rappelons-nous la jolie notion d'«expert religieux» introduite par Weber.

Les résultats de cette deuxième partie sont intéressants, mais me semblent poser quelques problèmes, surtout en ce qui concerne le tableau 2b. D'abord, on travaille sur des pourcentages sans citer de mesures d'association alors que celles-ci permettraient ici mieux d'évaluer l'importance des rapports. Ensuite il me paraît possible que la hiérarchisation des aspects sous-jacente à l'arrangement tabellaire (le calcul des pour-cent suggère d'envisager la fréquentation de l'église en dépendance des préférences subjectives typologisées de manière hiérarchique) biaise les résultats dans le sens d'une homogénéité des orientations davantage que le ferait un ensemble de corrélations concernant chacun des trois types contextuels.

Une des questions interprétatives que pose donc cette analyse est celle de savoir quelle est la nature du changement que subit la religion par rapport aux autres champs sociaux, à la fois en tant qu'ensemble de pratiques individuelles ou collectives et en tant que champs institutionnels. S'agit-il d'une différenciation en quelque sorte équitable, créant une plus grande distance quasi horizontale entre ces champs, ou s'agit-il d'une perte de pertinence des uns par rapport aux autres ? Et que se cacherait-il dans cette notion de pertinence en termes subjectifs et objectifs ?

Laissez-moi reprendre, à titre de suggestion, une thèse de Habermas (1981) qui me paraît assez adéquate pour décrire non seulement l'évolution institutionnelle, mais également celle des rapports entre les niveaux micro-social d'une part et meso- ou macro-social d'autre part. Je me permets de l'expliciter d'une façon plutôt weberienne. C'est la thèse d'un écart croissant entre le monde institutionnel et celui de la vie quotidienne. Cet écart comporte un conflit d'intérêts entre les institutions et les individus, les premières cherchant à maintenir leur base institutionnelle, leur légitimité et leur capacité de contrôle sur certaines zones de la vie quotidienne, les seconds visant à augmenter leur autonomie par rapport à ces tentatives de contrôle. Les églises me paraissent avoir perdu beaucoup de terrain du point de vue de leur capacité de contrôle, c'est-à-dire de leur pouvoir direct, ce qui doit paradoxalement alléger leur crise de légitimité. En plus, elles font beaucoup pour améliorer leur légitimité sociale en prenant à leur compte certaines problématiques sociales qui ne relèvent pas de leur compétence traditionnelle – tout en voyant provoquer par ces pratiques des tendances traditionalistes opposées à ces ouvertures. Ce jeu est loin d'être gagné, mais les églises me paraissent avoir fait un chemin plus important que d'autres structures institutionnelles. Peut-être cette vision, plus concrète que la seule thèse de la différenciation structurelle et qui offre également une place à la tendance à l'individualisation, pourrait-elle compléter le cadre théorique choisi en ouvrant la porte à d'autres hypothèses.

4. L'insertion dans la recherche sociologique suisse

Les points critiqués, notamment la référence trop peu profilée à un cadre théorique apte à analyser les changements structurels actuels, le sous-développement théorique de la dimension contextuelle et quelques aspects de l'analyse empirique, ne mettent aucunement en question la valeur de cette étude. En résumé, j'estime qu'elle a produit des résultats utiles et solides qui sont d'un apport important à la connaissance sociologique de la Suisse. Elle a en plus le mérite de ne pas esquiver les constats et hypothèses suggérés par les données quand ceux-ci pourraient désoler certains praticiens.

Son insertion dans le contexte d'autres études sociologiques en Suisse me semble laisser à désirer, une articulation plus développée pourrait apporter un certain enrichissement de la portée de ses résultats. Je pense par exemple aux différentes analyses de la structure contextuelle de la Suisse⁴ et à d'autres études, portant au moins en partie sur les pratiques religieuses et qui pourraient fournir des indications sur leur évolution effective.⁵

Cette analyse brosse une large fresque du changement socio-culturel dans les sociétés post-industrielles, changement qui imprègne le contexte dans lequel s'est réalisée l'enquête, suggérant ainsi une interprétation historique que les données – synchroniques – ne suffisent pas à vérifier mais peuvent illustrer avec une certaine cohérence. Le dispositif méthodologique – type de données et stratégie d'analyse – permet en grande partie de répondre aux questions posées. Si la stratégie d'analyse marque une certaine distance d'avec cette fresque, elle a le mérite de donner au lecteur ou à la lectrice la possibilité de se faire plus facilement sa propre religion...

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALTERMATT Urs (1989), *Katholizismus und Moderne. Zur Sozial- und Mentalitätsgeschichte der Schweizer Katholiken im 19. und 20. Jahrhundert*. Benziger, Zürich.
- BOLTANSKI Luc (1964), *Le bonheur suisse*. Minuit, Paris.
- BORNSCHIER Volker (1988), *Westliche Gesellschaft im Wandel*. Campus, Frankfurt am Main / New York.
- CAMPICHE Roland J. (1991), *Pluralité confessionnelle, religiosité diffuse, identité culturelle en Suisse*, PNR 21, Bâle.

4 Ceux de Nef (1977, 1979), d'autres membres de la tradition zurichoise (p. ex. Hoby & Wehrli 1972, Levy 1990) ou ceux de Schuler et al. (1985).

5 Ainsi, Boltanski (1964) constate, au début des années 60, la prépondérance, comme différentiateur d'autres orientations, de la fréquentation de l'église par rapport à l'appartenance confessionnelle.

- ELIAS Norbert (1983), *Engagement und Distanzierung*. Suhrkamp, Frankfurt / Main.
- HABERMAS Jürgen (1981), *Theorie des kommunikativen Handelns* (2 Bde.). Suhrkamp, Frankfurt / Main.
- HOBY Jean-Pierre & SCHINDLER Brigit (1972), «Centralized and Decentralized Development of National Subunits : Switzerland» in HEINTZ P., ed., *A Macrosociological Theory of Societal Systems* : I. Huber, Bern, 170–94.
- LEVY René (1990), «Votes populaires et disparités contextuelles en Suisse», *Revue française de science politique*, 40(4), 586–606.
- NEF Rolf (1977), *Grösse, Entwicklung und Strukturdifferenzierung im System der Schweizer Kantone*, Soziologisches Institut der Universität Zürich, Zürich.
- NEF Rolf (1980), «Struktur, Kultur und Abstimmungsverhalten», *Revue suisse de sociologie*, 6(2), 155–190.
- SCHULER Martin et al. (1985), *Atlas structurel de la Suisse*. Ex Libris, Zürich.
- TSCHANNEN Olivier (1991), *Les théories de la sécularisation*. Thèse, Lausanne.